



Table ronde à la préfecture: Tout le monde est concerné!

Ce 26 juin 2009, une table ronde sur l'emploi industriel se tient à la Préfecture de Vaucluse. Cette table ronde est le résultat de différentes actions de grève et de manifestations dont dernièrement, une carte pétition adressée au Préfet.

Elle réunit l'ensemble des acteurs économiques (Syndicats, patronat, pouvoirs publics). Nous nous félicitons de la décision de Monsieur le Préfet. Cette réunion va permettre d'aborder le maintien et le développement de l'emploi industriel dans le département, prenant en compte la qualité des sites, des infrastructures, le savoir faire et les qualifications des salariés reconnus de tous.

Après les différentes actions unitaires de ce 1^{er} semestre, Sarkozy, son gouvernement doivent mettre le social au centre de leur politique économique et le Medef doit assumer ses responsabilités et engager des négociations notamment sur les politiques de salaires, industrielles, l'évolution de l'emploi, les rapports donneurs d'ordre/sous traitants, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité.

En effet, **25000 emplois industriels disparaissent chaque mois en France** tandis que la précarité des emplois subit une nouvelle dégradation.

Le pays, les régions, l'Europe, possèdent partout d'immenses atouts industriels humains, de production et de recherche qu'il est urgent de mobiliser autour de bassins d'emplois, de qualifications, de filières et de projets industriels.

L'aménagement harmonieux du territoire prend toute son importance.

Si une entreprise ferme, les services publics, les commerces, la vie économique sont touchés.

Mais, l'inverse est aussi vrai ! Si un service public disparaît, les entreprises ne s'implanteront pas et la vie économique périlitera.

Il y a donc bien des convergences entre le public, le privé et les acteurs économiques

C'est ainsi que porteuses des revendications légitimes des salariés pour de véritables augmentations de salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, pour la sécurité de l'emploi, pour la défense du service public, la CGT porte plusieurs exigences :

- Etablissement pour les Comités d'entreprises d'un droit suspensif des plans de licenciements.
- Totale transparence et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.
- Création d'un droit de négociation dans les filières et les chaînes de sous-traitance avec la mise en place d'un comité interentreprises.
- Création de fonds régionaux pour la garantie et le développement de l'emploi industriel.
- Mise en place d'un « pôle financier public ».
- Elaboration d'un plan d'embauches et de formation de grande ampleur.

La CGT réclame aussi la tenue d'une conférence nationale tripartite sur l'avenir de l'industrie et prépare une véritable mobilisation nationale coordonnée à l'automne.

Ensemble agissons contre la précarité et pour une véritable politique industrielle